

L'INDUSTRIALISATION DE LA VENDEE AU XIX^e SIECLE

F. REGOURD
G.I.S.-G.I.R.I. Nantes

1° LENTE RECONSTRUCTION ECONOMIQUE MAIS RATTRAPAGE DEMOGRAPHIQUE : LE DEGAGEMENT D'UNE MAIN D'OEUVRE

Dans une Vendée meurtrie par le traumatisme de "93" et ses séquelles - même si le débat reste ouvert sur l'ampleur des destructions et des pertes, et le doute permis sur la fiabilité du recensement de 1801 (1) - la reconstruction fut lente. Or, le rattrapage démographique, lui, fut remarquable puisque le département devint, à la fin du XIX^e siècle, un des dix plus prolifiques de France, grâce au bocage consacré selon l'expression de l'époque comme "le grand atelier" de la fécondité vendéenne (2).

Le monde rural dominant, soit 90 puis 80 % de la population, ne put que partiellement assumer cette pression démographique. La conquête du sol semblait terminée dès le milieu du siècle par le défrichement des dernières landes, les exploitations se morcelaient, l'accès à la propriété progressait lentement (3), le nombre des salariés et journaliers agricoles : paysans sans terres, représentait environ 12% de la population vendéenne à la fin du XIX^e siècle. L'industrie aurait pu offrir à cette main d'oeuvre disponible mieux que l'exil auquel elle fut contrainte puisqu'on estime que 100 000 Vendéens ont émigré entre 1890 et 1930 vers les villes ou des terres plus accueillantes, celles du Sud-Ouest par exemple (4). Certes, beaucoup de petits paysans se sont tournés, pour compléter leurs revenus, vers des activités saisonnières extra-agricoles. Philippe Bossis le remarquait déjà pour le XVIII^e siècle en période de crise et comme condition de la survie de nombreux villages du Poitou,

estimant à 20 % de la population active cette frange artisanale difficile à isoler du monde paysan (5).

Au rythme des crises du XIX^{ème} et particulièrement de la persistance des crises frumentaires fort avancées dans le siècle (1811-1812, 1817, 1822-1823, 1829, 1846-1847, 1853-1857) et relayées par les crises de type moderne, beaucoup ont quitté leur modeste parcelle, leur borderie, pour s'engager pour quelques mois sur les chantiers ou dans les ateliers ; d'où ce grand nombre d'artisans-paysans, d'ouvriers-paysans qui peuplent les campagnes vendéennes : chauffourniers, minotiers, carriers et tailleurs de pierre, maçons, terrassiers et manoeuvres dispersés dans tous les bourgs, selon les ressources du sous-sol ou l'opportunité de l'ouvrage, tanneurs et tisseurs des bords de la Sèvre nantaise, bûcherons et sabotiers de Mervent, colloyeurs et portefaix de la côte... Par opposition à cette dispersion, une relative concentration s'opérait en trois pôles : littoral, cours de la Sèvre et mines de houille du sud-est, qui faisaient que la Vendée, tout en restant faiblement industrialisée avec 17 à 19 % de la population active répartie dans des établissements de petite taille (moins de 4 salariés), n'était pas un désert industriel.

2° TROIS POLES INDUSTRIALISES : LITTORAL, BORDS DE SEVRE ET MINES DE HOUILLE DU SUD-EST

L'industrialisation répondait cependant à des conjonctures différentes. Sur le littoral, le mouvement des approvisionnements de la pêche commandait évidemment la transformation des produits de la mer dans des conserveries où s'imposaient les capitaux nantais, la tradition des échanges stimulant la construction navale. Sur les bords de la Sèvre nantaise, papeteries, tanneries et activités du textile, toutes héritières d'une tradition qui remonte fort avant le XVIII^{ème}, se trouvaient confrontées à une série de mutations : nature de leurs productions, structures des établissements, aire de dépendance... Quant au sud-est, la (re)découverte des mines de houille, la disponibilité de capitaux nantais et poitevins, issus de l'armement et du négoce, l'idéal saint-simonien de quelques hommes d'expérience aux projets ambitieux se conjugaient avec la possibilité de dégager une main d'oeuvre locale, quitte à la former auprès de maîtres étrangers. L'évolution de ces trois espaces industrialisés s'inscrivait, par ailleurs, dans un contexte économique général assez figé (quasi-stagnation des rendements agricoles, irrégularité des productions, lent recul du métayage et corrélativement ? retard des techniques, isolement et absence de grand marché de consommation par la sous-urbanisation...) et dans un contexte politico-religieux particulièrement crispé, qui jouait cependant différemment du nord au sud du département.

Sur la côte vendéenne, plus de 3 000 pêcheurs dont 60 à 70 % travaillaient à temps plein, alimentaient les conserveries pendant la phase de croissance de l'industrie sardinière dont on peut situer l'apogée dans les années 1880-1900. 25 établissements, pour la plupart succursales de grandes maisons bretonnes (et nantaises en particulier), s'étaient installés en Vendée, dont la moitié sur les

quais des Sables et de la Chaume. Avec le XXème et la crise des approvisionnements sardiniers, le traitement du thon germon prit le relais. A la veille de la première guerre, 28 usines ouvraient régulièrement leurs portes à chaque campagne. Les usiniers, professionnellement organisés dès la fin du XIXème (6), eurent recours à une main d'oeuvre qualifiée : les ferblantiers-soudeurs-boitiers (dont peu de Vendéens) avant de s'orienter dès l'aube du XXème siècle vers la mécanisation, réduisant leurs coûts de production en réduisant le personnel employé par unité de production et ce, pour résister à la concurrence méditerranéenne naissante. Hormis ce poste du soudage puis du sertissage, le reste de la main d'oeuvre était recruté sur place, main d'oeuvre abondante fournie par les familles des pêcheurs, entre 800 et 2 000 femmes et enfants selon les campagnes, mais main d'oeuvre fluctuante, sous-qualifiée et partant peu payée... comme les dockers occupés sur le port au déchargement des vapeurs et à la transformation des agglomérés de charbon importés d'Angleterre par quelques sociétés dont les capitaux étaient, eux aussi, étrangers à la Vendée: succursales de maisons nantaises ou nationales. Les chantiers de construction navale des Sables et de Saint-Gilles, nés avec l'armement morutier, reprirent leurs activités aux XIXème avec l'armement sardinier puis thonier, se taillant une solide réputation avec la gazelle sablaise ou le dundée. L'ensemble de ces activités, dont Louis Papy montrait le rayonnement sur les bourgs côtiers, se sont essouffées dans l'entre-deux guerres, en liaison avec l'irrégularité des approvisionnements, le développement de la concurrence étrangère et le rétrécissement du marché dans le contexte de la crise des années trente. Le mouvement de concentration et de restructuration des conserveries commençait dès 1934-1935 avec la fermeture d'abord provisoire puis définitive (après la deuxième guerre mondiale) des conserveries vendéennes.

Les bords de la Sèvre nantaise firent figure dès le milieu du XIXème après la reprise de la fabrique choletaise, de "véritable couloir industriel" pour reprendre l'expression de Claude Fohlen ; par le grand nombre de moulins à foulon, à papiers échelonnés de Mallièvre à Cugand, relayés par les premières usines "à l'italienne", les filatures de lin puis de laine cardée, les ateliers de tissage et de blanchiment des toiles. La fabrication du papier se concentra bientôt autour de deux sites : Cugand et Tiffauges. Après un travail spécialisé, de grande qualité et de bonne renommée, souvent confié à des compagnons, les papeteries s'ouvrirent au machinisme, à la division quasiment parcellaire des tâches et s'appuyèrent alors sur une main d'oeuvre majoritairement féminine et juvénile, employant entre 200 et 600 personnes selon les époques. Dans le même temps s'opérait la concentration du capital dans ce secteur devenu particulièrement sensible à la conjoncture nationale, notamment dans les contextes dépressifs de 1873-1876 et de 1882-1884. Les deux sociétés fusionnèrent, mais, là encore, les capitaux restaient étrangers à la Vendée. Dans la "Société anonyme des papeteries de l'Ouest", c'était Nantes et Chantenay qui commandaient les papeteries vendéennes bientôt contraintes à la fermeture. Seul témoignage de cette activité : les cartonnages !

Dans l'aire de la fabrique choletaise et sous sa dépendance, des milliers de tisserands, possédant leur propre métier, tissaient le lin, le chanvre, le coton, la laine. Le patronat choletais qui répartissait le travail parmi ces artisans

dispersés dans les bourgs, accrut ses exigences en même temps qu'il amorçait un mouvement de concentration dans les filatures dès 1830 et dans les tissages après 1860-1865, au profit de grandes maisons comme Turpault à Mortagne (Fleuriais) avec 900 ouvriers vers la fin du XIX^{ème} siècle, entraînant dans leurs sillages la création d'ateliers d'apprêt, de teinture, de blanchissage... mais dont les "maisons-mères" restaient choletaises. Les artisans tisseurs qui ne purent résister à cette pression prirent le chemin des manufactures ou se reconvertirent dans le travail des espadrilles en liaison avec des sabotiers, des monteurs en galoches et des tanneurs... passant à la fabrication des "savates" en feutre, à semelle de bois et garniture en cuir. Cette industrie de la chaussure, née dans un cadre familial vendéen, autour de Pouzauges, de Montaigu et des Herbiers (la maison Rondeau en serait un bon exemple), conservait une partie du travail en atelier (le montage) et une partie distribuée à domicile (le piquage confié à une main d'oeuvre féminine) et supplantait le textile dans l'entre-deux guerres. Mais c'est surtout après la seconde guerre mondiale que se multiplièrent les initiatives locales et les créations dont on peut se demander si elles ne se situaient pas dans la lignée des prévisions des planificateurs de Vichy et dans le contexte de l'idéologisation d'une certaine tradition.

Bien différente fut l'aventure du charbon en Vendée. L'exploitation, commencée à la fin du XVIII^{ème} siècle, reprise en 1827, s'orienta vers le site de Faymoreau, inséré dans le gisement de Chantonay à Saint-Laurs. A l'origine de cette exploitation, les capitaux de négociants et armateurs nantais (Dobrée-Moller) et de propriétaires et nobles poitevins, et un projet de hauts fourneaux et verrerie, sur le modèle du Creusot. Contrôlée par un seul propriétaire à partir de 1858 (Société Bally), malgré des difficultés inhérentes à la qualité de la houille, à l'absence de débouchés, à la concurrence des charbons anglais importés à moindre frais mais aussi "à l'esprit local porté par nature à se défier des étrangers et de l'industrie en général (7)", la production atteignait 30 000 tonnes par an, fixant une population ouvrière issue des communes environnantes. Réorganisée dans le cadre d'une société anonyme, l'extraction dépassait 60 000 tonnes par an, occupant jusqu'à 500 ouvriers, après le coup de fouet de la première guerre mondiale, avant de recruter une main d'oeuvre étrangère, notamment polonaise. La mine avait attiré une verrerie (1838-1880), des tuileries, des fours à chaux, puis, après 1920, une centrale thermique et une usine de briquettes. La mine résistait jusqu'en 1950 (l'arrêt définitif intervint en 1958).

En dehors de ces trois axes au destin bien différent, on pourrait citer d'autres localisations : chapellerie (et manufacture de casquettes) de Fontenay-le-Comte, industries polygraphiques dans les villes, débuts de l'agro-alimentaire à Pouzauges, mines d'antimoine de Rochetrejoux... Mais, au-delà de ces constats, on aura remarqué les faiblesses structurelles (?) de l'industrialisation vendéenne. A une ou deux exceptions près, pas ou peu de capitaux vendéens injectés dans ces sociétés dépendant d'investissements et de stratégies extérieurs au département, d'où leur fragilité en période de crise. Comment expliquer, en dehors de la faiblesse des ressources, cette "médiocrité" de l'intérêt vendéen pour l'industrie, sinon

par la méfiance d'un grand nombre d'édiles, méfiance relayée par l'hostilité des propriétaires fonciers ? On ne pourra reprendre cette hypothèse qu'en analysant - sur la longue durée - le mouvement de la rente foncière, la composition des fortunes vendéennes, pour savoir si l'attraction de la terre a servi de frein à l'industrialisation vendéenne ? à moins que des blocages extérieurs au département n'interviennent ? La main d'oeuvre existait mais sa formation restait dérisoire-hormis l'encadrement, d'ailleurs souvent confié à des non-Vendéens (on le sait dans les mines). Cette absence de qualification doit être resituée dans le cadre plus général du retard de l'alphabétisation et du faible niveau culturel -maintenu- malgré les lents progrès de l'instruction au XIXème. Le recours à la main d'oeuvre féminine et juvénile (d'une manière systématique dans les papeteries, le textile, la chaussure, les industries alimentaires) et son utilisation comme régulateur de l'embauche, renforçait ce caractère.

On peut considérer pour conclure, que seule la première de ces deux hypothèses fut levée après la deuxième guerre mondiale, quand, au moins la Vendée du nord-est, "à l'industrie offrit ses bras" (8).

Notes :

- (1) Dénombrement de 1791 estimé à 320 000 habitants. Recensement de 1801 : 240 000
- (2) Rapport du Conseil général, 1801.
- (3) Enquête agricole de 1855 : 88 % de la superficie du département en faire-valoir indirect, enquête agricole de 1929 : 47,50 %...
- (4) Selon les estimations de Léopold Robert utilisant les sources du Secrétariat social.
- (5) "Le développement d'un nouvel artisanat paysan, saisonnier et temporaire", in "La Vendée des origines à nos jours", p. 209.
- (6) Dès 1875 dans le "syndicat des fabricants de conserves de sardines à l'huile" de Nantes.
- (7) Pétition de Pierre Bally, 1866.
- (8) Pour paraphraser le plaidoyer du Conseil général de Vendée paru en 1955.